

évaluation détaillée des conséquences sur l'industrie canadienne des politiques et des normes adoptées dans le cadre du marché unique européen. Au cours de l'année, trois rondes de consultation ont eu lieu auprès des représentants de la Communauté. Il a été convenu que des échanges de

renseignements sur les projets de normes européennes auraient lieu par l'intermédiaire du Conseil des normes. Grâce à de telles ententes, les organes européens de normalisation seront attentifs aux commentaires du Canada avant de procéder à l'adoption de ces normes.

F. POLITIQUE RELATIVE AU COMMERCE DES PRODUITS AGRICILES

Les objectifs de la politique canadienne en matière de commerce des produits agricoles sont de favoriser la réduction des barrières commerciales et des subventions qui ont des effets perturbateurs sur les échanges commerciaux, ainsi que l'établissement de nouvelles règles commerciales applicables à tous les pays.

En 1989, la forte concurrence découlant des subventions à l'exportation a continué d'influer sur le contexte commercial international au chapitre de l'agriculture et a provoqué une baisse des prix des produits agricoles sur les marchés mondiaux. Les ministres et hauts fonctionnaires canadiens ont veillé à ce que l'agriculture demeure au coeur des préoccupations de diverses organisations internationales telles que le GATT, l'OCDE et le Sommet

de Paris. Les représentants canadiens ont également insisté sur l'importance d'axer en priorité les débats sur la réforme agricole et sur l'amélioration du système des échanges en ce qui a trait aux produits agricoles.

AECEC a en outre cherché activement à protéger les intérêts des exportateurs canadiens de produits agricoles aux prises avec des barrières commerciales. Ainsi, les démarches du Ministère auprès de la CE ont permis de retarder l'imposition d'une taxe sur les importations de pois et de haricots. Le Ministère a également adopté des mesures visant à améliorer ses relations avec l'industrie agricole relativement à sa politique commerciale. Il a ainsi pu discuter avec l'Association canadienne des éleveurs de boeuf de certains problèmes liés à l'interprétation des